

tient la Grèce, a elle même besoin d'une aide matérielle tandis que l'Amérique, l'unique créancier actuel du monde, évite de risquer ses capitaux dans une Europe économiquement ruinée et montrant des symptômes évidents de l'imminence d'une crise révolutionnaire. Les revendications les plus modestes des masses sont en opposition irréductible avec n'importe quel programme de « reconstruction » sur des bases capitalistes et les luttes des masses pour leurs revendications les plus élémentaires évoluent par leur propre logique, en lutte contre tout le système capitaliste.

Avec le gouvernement Sophoulis, le régime politique du pays s'aligne sur le régime politique de l'Europe occidentale. La « gauche » est appelée ici aussi à entreprendre l'œuvre principale que l'histoire lui assigne. Châtrer l'esprit révolutionnaire des masses, paralyser leur activité en se servant de la tromperie et de l'appareil politique et syndical des partis ouvriers. Une participation de l'« extrême gauche » au gouvernement et un gouvernement « plus à gauche » doivent être considérés comme très probables et dans la logique des choses.

Le gouvernement Sophoulis est le symptôme d'une aggravation de la crise et un moyen nouveau genre pour sa solution. Il est la première forme de gouvernement d'une tromperie politique « gauche ». Dans ce sens, il crée pour le pays une nouvelle situation. Dans cette situation, les masses mettront à l'épreuve leurs illusions et pourront les contrôler plus facilement par leur propre expérience. Le développement de leur activité, surtout sous un gouvernement avec une participation formelle du P. C. G., provoquera de nouveaux regroupements et des différenciations et ouvrira le chemin à une situation révolutionnaire immédiate. Mais la situation révolutionnaire se crée avec la participation active du parti révolutionnaire. Les poids des tâches du parti, aujourd'hui, exige une attention plus grande, un éclaircissement et une netteté plus grande des problèmes et des devoirs.

IX. — Tâches immédiates

21. Notre parti n'aspire pas à la réforme du régime capitaliste mais à son renversement. Et la tâche de son renversement se pose aujourd'hui d'une manière immédiate et urgente, précisément parce que toutes les possibilités de réforme sont épuisées. Le maintien du régime capitaliste menace directement la société d'une catastrophe complète. La deuxième guerre mondiale en est le dernier avertissement.

Mais le renversement du régime capitaliste ne s'effectuera que par la force des masses révoltées. Et ces masses ne peuvent devenir conscientes de leur mission qu'au moyen de leur propre expérience politique. Et l'expérience n'est acquise que par le mouvement quotidien des masses. De là la nécessité de notre participation à toutes les luttes quotidiennes de classe économiques et politiques de masse. Pour un parti révolutionnaire, les luttes quotidiennes économiques et politiques des masses sont le moyen de donner à celles-ci un entraînement révolutionnaire pour qu'elles acquièrent, par leur propre expérience, la conviction de la nécessité de la prise du pouvoir politique. Toute la politique du parti révolutionnaire, toutes ses interventions, toutes ses activités dans tous les secteurs et dans toutes les phases de la lutte de classe, sont strictement déterminées par le sens même qu'il donne à ces luttes quotidiennes des masses. Cette recherche politique du parti se sert de moyens et de méthodes strictement déterminés. Le parti se distingue politiquement et organisationnellement des autres partis ouvriers qui, tous sont porteurs d'intérêts et d'idées hostiles à la classe ouvrière et qui, tous, limitent, freinent et trahissent la lutte des ouvriers. Le parti s'efforce, en toutes circonstances, de développer l'énergie, l'initiative, l'esprit critique, la capacité combative, la participation active des masses à la solution de leurs problèmes. Ceci ne peut être entendu sans la démocratie illimitée dans les organisations de masse des ouvriers et sans une lutte continue et intransigeante contre les partis « ouvriers ».

Le parti ne peut construire son programme sur une formulation arbitraire de la période de défaite et de déclin, mais sur la dynamique de la lutte de classe et sur les capacités et les vertus du prolétariat révolutionnaire telles que nous les avons connues en octobre 1917.

22. — Les principales revendications immédiates du parti, de valeur plutôt générale, sont :

- Adaptation des salaires en rapport avec le coût de la vie.
- Application générale des 6 heures.
- Travail pour tous les chômeurs et partage du travail existant entre tous les ouvriers avec établissement proportionnel de la longueur de la semaine de travail. Jusqu'à ce que ce mot d'ordre soit adopté par les masses

nous devons revendiquer des allocations suffisantes pour les chômeurs.

- Assurances sociales sans aucun frais pour les ouvriers.
- Salaires des femmes et des jeunes égaux à ceux des hommes. A travail égal salaire égal.
- Logement des sans-abris et de ceux qui habitent des maisons insalubres dans les luxueuses habitations des riches. Les ouvriers n'ont aucune obligation « de subir eux aussi une part des sacrifices et de contribuer à la reconstruction », comme le leur conseillent les agents stalinien et socialistes de la bourgeoisie. Le responsable de cette guerre et des catastrophes qui s'ensuivent est le régime capitaliste.

Au mot d'ordre des sacrifices, etc. pour la reconstruction, le prolétariat révolutionnaire doit répondre que le capitalisme n'est capable que de destructions et que, seul, le pouvoir de la classe ouvrière peut reconstruire le monde et peut assurer la paix et le pain pour les masses.

23. — Le parti lutte pour les libertés démocratiques des masses, pour la liberté de réunion, de démonstration, de grève, de presse. Pour les droits politiques des femmes et des jeunes à partir de 18 ans, pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat, etc. Mais les conquêtes démocratiques ne donnent au prolétariat le champ libre que pour leur lutte indépendante. S'il est retenu par ses partis, s'il se limite à la démocratie, s'il abandonne ses objectifs socialistes, inévitablement, à la suite d'un enlèvement de la situation, le fascisme l'écrasera. La lutte pour la démocratie politique est liée à la lutte pour le socialisme.

24. — La bourgeoisie n'a pas de préférence particulière pour le fascisme, mais ce dernier est une nécessité pour le régime capitaliste. Il n'y a aucune couche parmi la bourgeoisie qui, de par ses intérêts, désire la démocratie.

La lutte contre le fascisme ne peut être menée que par le prolétariat, avec ses méthodes à lui et son programme à lui. La collaboration avec les partis bourgeois démocratiques qui, aux moments mêmes où la lutte devient aiguë et où les masses se groupent automatiquement autour des deux pôles opposés, limite la classe ouvrière, ne lui permet pas de développer toute son énergie, donc l'empêche de se battre efficacement contre le fascisme.

Au mot d'ordre du Front populaire, notre parti oppose le mot d'ordre du front uni des ouvriers, par des comités de front unis élus dans les quartiers, les usines, etc. La dissolution des bandes fascistes ne peut être confiée à l'Etat et à sa police, elle doit être l'œuvre de la classe ouvrière.

Aux bandes fascistes la classe ouvrière oppose ses propres unités combattantes d'auto-défense.

25. — La classe ouvrière doit exiger, en toutes circonstances dans les conditions actuelles, le contrôle de la production et de la consommation et l'abolition du secret commercial. Dans les propositions, décisions et discussions relatives au contrôle d'état et à la nationalisation, notre parti doit insister avec obstination pour le contrôle par les masses. Le parti doit encore exiger qu'aucune indemnité ne soit accordée aux propriétaires et il doit continuellement insister et prouver qu'un contrôle véritable n'est possible que par la prise du pouvoir étatique par les ouvriers.

Les tendances collectivistes de l'économie moderne deviennent d'autant plus fortes que le mur séparant les masses du contrôle et du pouvoir s'élève et que l'état devient plus réactionnaire. Ce mur ne peut être abattu que par la révolution prolétarienne. Les circonstances isolées de contrôle doivent devenir, pour la classe ouvrière, les fissures qui préparent la démolition du mur entier.

26. — En chaque circonstance, dans toutes les luttes des ouvriers, nous devons exiger l'élection de comités de lutte par tous les ouvriers organisés ou non-organisés, pouvant être rappelés à n'importe quel moment et devant donner des comptes rendus aux ouvriers. Dans chaque ville, chaque région et à l'échelle nationale, ces comités doivent se maintenir en contact, concentrant et établissant des liaisons entre les ouvriers combattants. Des congrès de comités et des congrès d'ouvriers organisés et non-organisés doivent être convoqués chaque fois que des problèmes de nature générale intéressent la classe ouvrière.

Pour que cela devienne une foi et une conviction parmi les ouvriers, nous devons insister sur cette élection de comités. Pendant le développement du mouvement, ces comités grouperont les masses sous leur direction et par-dessus les têtes des cliques bureaucratiques des partis « ouvriers » et des syndicats et, plus tard, ce sont ces comités qui, par leur évolution aux plus hautes phases de mouvement, se transformeront en organisations de pouvoir étatique.

27. — Nous devons faire une propagande continue pour